



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de
la mer et
des transports

Demande d'inscription à une option de base du permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur



N° 14681*01

Eaux maritimes : option « côtière »

Eaux intérieures : option « eaux intérieures »

Décret n° 2007 - 1167 du 2 août 2007 modifié - Arrête du 28 septembre 2007 modifié

Identification du demandeur

Madame

Monsieur

.....
Nom de famille (suivi du nom d'usage s'il y a lieu) Prénoms (au complet dans l'ordre de l'état-civil)

Né(e) le A

Nationalité

Adresse complète :

Numéro Extension Nom de la voie

Code postal Localité Pays

Téléphone Courriel

Numéro du
candidat(e) (renseignement à fournir par l'établissement de formation)

Composition du dossier d'inscription

La présente demande complétée

Une photographie d'identité récente et en couleur **(1)**

Une photocopie d'une pièce d'identité

Un certificat médical de moins 6 mois selon le modèle défini (arrêté du 18/9/2207 annexe VI)

Un timbre fiscal électronique correspondant au droit de délivrance **(2)**

Le droit d'inscription réglé auprès de votre bateau école ou d'un centre agréé

Le cas échéant, l'original du ou des permis mer et/ou fluviaux déjà obtenus

(1) Les titulaires d'un permis délivré après le 1er janvier 2008 en sont dispensés

(2) Pour les candidats déjà titulaires d'un permis maritime ou fluvial, seul le droit d'inscription est exigé

Je soussigné(e), candidat(e), déclare sur l'honneur que les renseignements de la présente demande
sont exacts

Fait à :

Le,

Signature

Droit d'inscription

30€

Centre d'examen agréé

Règlement auprès de votre bateau école

Règlement auprès d'un centre agréé

Droit de délivrance*

78€

Timbre fiscal électronique Permis Bateau

-Achat en ligne : <https://timbres.impots.gouv.fr/>

-Achat en bureau de tabac

* Sauf candidat(e) déjà titulaire d'un permis plaisance

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à ce formulaire par les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme géographiquement dépendant où la demande a été déposée.